N° 377945
Ministre de la culture et
de la communication
c/ M. C...

10^e et 9^e sous-sections réunies
Séance du 9 mars 2016
Lecture du 30 mars 2016

CONCLUSIONS

M. Édouard CRÉPEY, rapporteur public

Le 18 juin 2009, M. C... déclarait à l'autorité administrative, sur le fondement de l'article L. 532-3 du code du patrimoine, la **découverte au large de l'île d'Hœdic (Morbihan) de l'épave du Thésée**, navire de 74 canons coulé avec 630 hommes d'équipage lors de la funeste bataille dite des Cardinaux qui, en 1759, assura à la flotte anglaise, en pleine Guerre de Sept Ans, la maîtrise des mers.

Qu'il se fût agi là d'un **bien culturel maritime** au sens de l'article L. 532-1, c'est ce qui n'est pas douteux. L'intérêt historique de l'épave était évident : était ainsi retrouvé le dernier des six vaisseaux engagés dans les combats, les cinq autres l'ayant été plus anciennement, à partir des années 1960. La découverte était d'autant plus précieuse que l'épave, ensevelie sous une épaisse couche de vase, promettait d'être particulièrement bien conservée et de livrer ainsi aux historiens comme aux passionnés de précieux enseignements. Des projets de renflouement sont d'ailleurs à l'étude.

L'affaire, cependant, était conflictuelle, puisque M. C... était imité quelques semaines plus tard par MM. K... et A... Or ceux-ci étaient **seuls titulaires de l'autorisation administrative** que requiert l'article L. 532-7 pour les prospections engagées à l'aide de matériels spécialisés et, si M. C... avait commencé par faire équipe avec eux pour localiser l'épave, il avait ensuite suivi ses propres intuitions, bientôt corroborées par son magnétomètre, pour procéder seul à des recherches en dehors de la zone prévue.

C'est parce qu'il ne disposait pas de l'autorisation exigée par la loi que le directeur du département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM) a refusé à M. C... d'enregistrer sa déclaration par un récépissé. Saisie du litige, la CAA de Marseille a vu là, dans son arrêt du 17 février 2014, une **erreur de droit** justifiant l'annulation de ce refus, alors que le TA de Marseille avait pris position en sens inverse dans un jugement du 15 décembre 2011.

Le ministre, qui s'est régulièrement pourvu en cassation, avait assorti son recours de conclusions à fins de sursis à exécution que vous avez rejetées le 23 juillet 2014 faute qu'il vous soit apparu que l'arrêt attaqué puisse entraîner des conséquences difficilement

réparables. Mais la solution **réserve entièrement la question de fond**, qui est inédite et sur laquelle il vous appartient de vous prononcer maintenant.

*

L'enjeu immédiat du litige est clair : il s'agit de savoir qui, de M. C... ou de MM. K... et A..., pourra se prévaloir de la qualité d'inventeur, l'article L. 532-5 prévoyant qu'en cas de déclarants successifs, **le bénéfice de la découverte est attribué au premier d'entre eux**.

Le terme de bénéficiaire est cependant trompeur. Outre la satisfaction morale et la notoriété qu'elle est susceptible d'apporter, la reconnaissance de la qualité de découvreur offre seulement à l'intéressé la possibilité, certes appréciable, de recevoir, ainsi que le dispose l'article L. 532-6, **une « récompense » dont la nature ou le montant est fixé par l'autorité administrative**. Mais le versement d'une récompense est pour cette dernière une simple faculté et, en l'état des textes (article R. 532-4 du code du patrimoine et arrêté du 8 février 1996 modifié relatif aux biens culturels maritimes), son montant, lorsqu'elle est attribuée en espèces, est plafonné à 2000 €, 10000 € ou 30000 € selon que la découverte est d'intérêt régional, national ou enfin international ou exceptionnel.

L'essentiel est que la découverte **ne confère aucun titre de propriété sur le bien découvert**, l'article L. 532-2 disposant expressément que les biens culturels maritimes situés dans le domaine public maritime dont le propriétaire n'est pas susceptible d'être retrouvé appartiennent à l'État.

On comprend mieux alors que la déclaration de découverte soit présentée à l'article L. 532-3 comme une **obligation pesant sur le découvreur**, qui doit s'en acquitter dans les quarante-huit heures, et que cette obligation soit assortie, à l'article L. 544-5, d'une sanction pénale prenant la forme d'une amende de 3750 €.

Ce caractère obligatoire fait apparaître la véritable raison d'être du régime déclaratif, qui est moins de protéger les droits du découvreur que de permettre à l'administration de prendre et mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, **les mesures de conservation ou de protection qui s'imposent** à raison de la nature et de l'importance du bien culturel découvert, le découvreur étant de son côté tenu de le laisser en place et de ne pas y porter atteinte. C'est d'ailleurs l'une des principales innovations de la loi n° 89-874 du 1^{er} décembre 1989 relative aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques d'où est issu ce régime que d'avoir substitué, conformément aux recommandations internationales, une logique de maintien sur place à la logique de remontée à la surface et restitution à l'administration qui prévalait jusqu'alors.

C'est à l'aune de cet objet qu'il y a lieu d'apprécier les mérites de l'unique moyen d'erreur de droit soulevé par le ministre. Celui-ci soutient que la qualité de découvreur ne peut légalement être reconnue, et par suite le récépissé de déclaration de découverte n'être délivré, **qu'aux personnes ayant fait une découverte fortuite ou à celles ayant effectué des recherches organisées avec les autorisations nécessaires**, M. C... ne relevant ni de l'une ni de l'autre catégorie. Mais cette approche ne nous paraît ni être impliquée par la lettre des textes ni être la plus cohérente avec leur objet.

La thèse du ministre est que **l'article L. 532-3 ne s'appliquerait qu'aux découvertes fortuites**, et qu'il n'y aurait par ailleurs lieu de procéder à des déclarations dans le cadre des fouilles organisées que sur un fondement distinct, au titre des prescriptions dont, comme le précise l'article R. 532-8, l'autorisation peut être assortie. Nous peinons toutefois à trouver des arguments solides au soutien de cette interprétation de la loi.

Il est vrai que celle-ci peut sembler trouver un point d'appui dans **la partie réglementaire du code** qui, comme dans le décret d'origine (n° 91-1226 du 5 décembre 1991), fait figurer les dispositions précisant l'obligation de déclaration, aux articles R. 532-1 et suivants, dans une section relative aux « *découvertes et enlèvements fortuits de biens culturels maritimes* » ; le pourvoi a tôt fait de voir l'adjectif « *fortuits* » comme figurant en facteur commun des mots « *découvertes* » et « *enlèvements* ». Nous ne sommes cependant pas convaincu par cette lecture qui n'est pas imposée par la grammaire.

D'une part en effet, **la lettre de l'article L. 532-3 qui fonde l'obligation de déclaration ne comporte aucune restriction au caractère fortuit de la découverte**. Il n'en va différemment qu'à l'article L. 532-4, qui traite des cas dans lesquels une personne, par exemple un pêcheur avec ses filets, a fortuitement enlevé un bien culturel du domaine public maritime en contravention avec la règle du maintien en l'état. Or nous avons tendance à voir un *a contrario*, la mention du caractère fortuit ayant du sens dans cette hypothèse seulement, là où le ministre voit l'explicitation d'une qualification qui serait déjà sous-jacente à l'article L. 532-3.

D'autre part, l'unique argument tiré par le ministre des **travaux préparatoires** de la loi du 1^{er} décembre 1989 est extraordinairement ténu. Il vous est fait observer que le rapporteur du texte au Sénat s'était, en une occurrence (rapport n° 467 déposé le 5 juillet 1989 par M. Bérard au nom de la commission des affaires culturelles, p. 18), référé à la notion d'inventeur, terme qui serait réservé aux découvertes fortuites. Mais à supposer que ce soit exact, la loi elle-même et le rapporteur du texte à l'Assemblée nationale (rapport n° 616 déposé le 19 avril 1989 par M. Beix au nom de la commission des affaires culturelles, pp. 23-24) prenaient au contraire soin de ne parler que de découvertes et de découvreurs. Nous avons pour notre part retiré de la lecture des travaux préparatoires, qui à la vérité ne sont pas décisifs, le sentiment que le législateur avait traité deux sujets qu'il concevait comme parfaitement distincts, l'obligation de déclaration des découvertes d'abord, avec un champ d'application dont rien ni personne n'a dit qu'il n'était pas général, l'obligation d'une autorisation administrative pour certaines fouilles organisées ensuite, par transposition des règles en matière d'archéologie terrestre.

Vous observerez encore – et c'est sans doute, bien qu'il ne le dise à aucun moment, ce qui inspire la réaction spontanée du ministre – qu'en matière d'**archéologie terrestre et subaquatique**, les textes distinguent clairement les « *fouilles programmées* », autorisées ou exécutées par l'État, et les « *découvertes fortuites* » expressément caractérisées comme telles (voir le titre III du livre V du code de patrimoine, notamment la section 3 et l'article L. 531-16) et donnant lieu à déclaration au maire de la commune, qui transmet sans délai au préfet. Mais l'archéologie sous-marine a toujours obéi à un régime propre (défini avant la loi du 1^{er} décembre 1989 par la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relative à la police des épaves maritimes et le décret n° 61-1547 du 26 décembre 1961 pris pour son application, et non pas par la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques) et force est de constater que les textes ne sont pas construits de la même manière.

Enfin **en opportunité et en logique d'ensemble**, nous ne voyons que des avantages et de la cohérence à soumettre l'ensemble des découvertes sous-marines – fortuites, organisées ou illicites –, au régime de la déclaration.

On comprend certes aisément le souci de l'administration de **ne pas paraître légitimer voire récompenser le fruit d'une prospection illicite**. Mais ce caractère illicite trouve une sanction autonome dans l'amende de 7500 € prévue à l'article L. 544-6 et il est bien clair par ailleurs que la récompense pourra légalement être refusée, les travaux préparatoires étant parfaitement explicites, cette fois, sur la volonté du législateur de laisser en la matière un très large pouvoir d'appréciation au ministre, la possibilité d'une récompense n'équivalant pas à un droit à indemnisation, en rupture d'ailleurs avec le régime antérieur.

Or pour le reste, outre que la distinction entre la découverte fortuite et la découverte organisée ou semi-organisée ne serait pas toujours aussi évidente à établir qu'elle l'a été en l'espèce, il est certainement **plus sain de donner un caractère général à l'obligation de déclaration** pour permettre le plein exercice par le ministre de ses prérogatives de police archéologique et la protection la plus large possible des biens culturels maritimes.

*

Le raisonnement de l'arrêt attaqué de la CAA de Marseille n'étant donc, à notre sens, nullement entaché d'erreur de droit, **nous concluons au rejet du recours du ministre** et à ce qu'une somme de 3000 € soit mise à la charge de l'État au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du CJA.